

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

Pour une approche africaine des technologies de l'information
Sylvestre Ouédraogo 31

Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
Partha Pratim Sarker 35

E-commerce : du mirage économique au miracle social
Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
Michel Egger 81

Téléservices au Mali : l'art du détournement
Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil

Michel Egger*

Villianur. Un gros bourg à 13 km à l'ouest de Pondichéry (Tamil Nadu), en Inde du Sud. C'est là que se trouve le *hub*, le cœur du réseau d'« infocentres » ruraux, créé en 1998 par la fondation Swaminathan¹. Dix villages, situés dans un rayon de 25 km, sont actuellement connectés par un système double – avec et sans fil – de transmission de données numériques et de messages vocaux. Plusieurs moyens technologiques sont utilisés, selon une géométrie variable adaptée à chaque situation : PC, téléphones, duplex radio VHF (*very high frequency*), *webcams*. L'approvisionnement en énergie est lui aussi hybride : solaire (60 %) et électrique (40 %). Une nécessité car les pannes de courant sont légion et tous les villages n'ont pas l'électricité.

Des informations vitales

Aujourd'hui, le *hub* est en pleine effervescence. Comme chaque dernier samedi du mois a lieu la réunion des volontaires qui animent les infocentres. Une trentaine de jeunes – femmes et hommes à parts égales – sont réunis sur le toit-terrasse. Cha-

cun rend compte de ses activités, problèmes et projets. Les rapports s'enchaînent, ponctués de questions et d'applaudissements.

Au fil des récits, on découvre comment ces centres sont en train de changer la vie quotidienne des gens, en leur permettant d'accéder à des informations vitales. Ici, un pêcheur a trouvé un emploi de pompier. Là, on a déniché le moyen de juguler un parasite qui menaçait les récoltes de canne à sucre. Informés des salaires minimaux légaux, les journaliers agricoles sont moins exploités ; au courant des prix des marchés, les producteurs échappent aux griffes des intermédiaires ; quant aux pêcheurs, la météo a fortement amélioré leur sécurité en mer. En mettant en ligne les nombreux programmes d'aide gouvernementaux et en rendant plus transparents les méandres de l'administration publique, les infocentres sont également devenus des catalyseurs d'actions collectives : groupes féminins d'entraide, projets de microcrédit et d'épargne communautaire, lancement de micro-entreprises (champignons, pesticides bio, produits de nettoyage, etc.).

* Journaliste et coordinateur pour la politique de développement auprès de la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER, Suisse.

¹ Fondée à Chennai en 1990 par le père de la révolution verte en Inde dont elle a pris le nom, la M. S. Swaminathan Research Foundation est une institution pionnière dans la recherche scientifique et technologique appliquée au développement durable ; <www.mssrf.org>.

Les clés du succès

Couronné par plusieurs récompenses, soutenu indirectement par la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) à travers des réseaux croisés (Global Knowledge Partnership et OneWorld), ce projet expérimental est aujourd'hui un modèle, en Inde et à l'étranger. Quelles sont les clés de son succès ? Les études d'évaluation disponibles² de même que les discussions avec les responsables à Chennai et les volontaires sur le terrain font apparaître quatre éléments.

1) Les êtres humains avant la technique. En 1992 déjà, la fondation Swaminathan a consacré son séminaire annuel – qui réunit experts et villageois – aux technologies de l'information et de la communication (TIC), sous le titre évocateur «Reaching the Unreached». «Si l'on veut que les TIC soient d'authentiques instruments de développement durable», explique S. Senthilkumar, directeur du centre informatique de la fondation à Chennai, «il faut considérer d'abord non pas l'outil – dans une optique démonstrative – mais les gens. On ne doit pas recourir à une technologie simplement parce qu'elle existe, mais parce qu'elle offre un avantage authentique. Elle n'est donc pas une fin, mais un moyen qui doit être adapté au contexte, aux besoins et aux capacités des communautés locales – et non l'inverse.» Dans cette perspective, avant de lancer le programme, la fondation a mené en 1997 plusieurs études participatives dans la région, pour évaluer le degré d'alphabétisation (42 %), l'état des infrastructures en télécommunications, les habitudes

de communication, les types d'informations utiles, etc.

2) Une démarche participative. «La relation entre la fondation et la communauté locale n'est pas de type "donneur-receveur", mais un partenariat en progrès, précise S. Senthilkumar. Nous n'avons démarré un projet que là où les villageois l'ont demandé et se sont impliqués. Notre but est qu'ils se sentent vraiment propriétaires de ces centres.» Le principe de cette coopération est simple : d'un côté, la fondation fournit le matériel, le suivi technique et la formation des animateurs ; de l'autre, les communautés doivent mettre à disposition un local public approprié, prendre en charge les frais d'électricité et de téléphone, et identifier des animateurs volontaires.

3) La formation continue et l'empowerment, en particulier des femmes. «L'approche holistique de la fondation se veut pro-pauvres, pro-nature et pro-femmes», déclare K.G. Rajamohan, responsable du *hub* de Villianur. «L'expérience a montré que quand les femmes tirent profit d'une technologie, toute la famille en bénéficie ; ce n'est pas forcément vrai avec les hommes.» Aujourd'hui, les volontaires deviennent à leur tour formateurs : trois infocentres vont participer à un projet pilote du département de l'éducation de Pondichéry, visant l'introduction de l'informatique dans des écoles en zone rurale.

4) L'accent sur les contenus locaux. «Le projet n'a de sens et de chance de perdurer que s'il fournit les informations dont les gens ont besoin pour améliorer leur situation. Sinon, ils


² Notamment celle menée au sein du PANAsia Telecenter Learning and Evaluation Process.

vont rapidement s'en désintéresser», déclare K.G. Rajamohan. L'information est de deux ordres : actuelle et de fond. La première porte notamment sur la météo, les prix sur les marchés, les offres d'emploi, les transports publics, les services médicaux, les petites annonces... La seconde concerne les programmes d'aide du gouvernement, les pages jaunes, la santé des femmes, les pratiques agricoles, etc. Les informations sont collectées par les volontaires des villages et les permanents du *hub*. Les sources vont de certains sites (comme celui de la marine américaine pour la hauteur des vagues dans le golfe du Bengale) aux jeunes reporters qui écument les marchés, en passant par la presse locale. Surtout, les informations reçoivent une « valeur ajoutée » avant d'être mises en ligne : « Il ne s'agit pas seulement de collecter et diffuser l'information, mais de la transformer, l'adapter et l'intégrer dans les savoirs locaux », précise K.G. Rajamohan. A certains endroits, comme dans le village de pêcheurs de Veerampattinam, on relaie les

informations importantes et la météo par haut-parleur.

Nécessaire soutien financier

Deux grands défis restent cependant à relever. D'abord, vaincre les préjugés. « Nous accueillons tout le monde, sans distinction d'aucune sorte, et les infocentres sont de mieux en mieux connus et fréquentés. Cependant, beaucoup croient encore qu'ils sont réservés aux gens éduqués ou à certaines castes », regrette K.G. Rajamohan. Ensuite, la durabilité financière : dans les centres, les services sont gratuits, sauf les séances de surf et de jeux sur Internet, ainsi que les appels téléphoniques et l'impression de documents. Ces revenus restent très maigres, et la fondation ne peut compter recevoir chaque année un prix comme celui de Motorola (200'000 dollars) en 1999. Pour K.G. Rajamohan, c'est donc clair : « Le soutien de la fondation, qui paie les salaires des quatre permanents du *hub*, est nécessaire et le sera encore longtemps. »



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.